

La responsabilité plutôt que la démagogie

Discours de Fulvio Pelli, président du PLR,
lors de l'Assemblée des délégués du 23 janvier 2010 à Berne

Embargo : 23.01.2010 – 10h15

Seul le texte prononcé fait foi

Chers amis Libéraux-Radicaux

Je vous salue à l'occasion de cette première Assemblée des délégués de 2010. Le PLR, plus jeune parti de Suisse, peut fêter une belle victoire: l'élection du plus jeune conseiller aux Etats depuis un siècle. Nous saluons cordialement Raphael Comte, 30 ans, notre nouveau conseiller aux Etats du canton de Neuchâtel! Neuchâtel nous montre la voie pour gagner en 2011 : nous voulons gagner en montrant que notre ligne politique est claire et que nous avons plaisir à assumer nos responsabilités, et en nous souvenant qu'unis nous sommes forts.

Aujourd'hui, nous allons nous occuper de la Suisse, pays de la santé. Nous voulons tout à la fois assurer la qualité de notre système de santé et maîtriser mieux ses coûts – en incitant à la responsabilité individuelle. Nous le savons, certaines propositions de votre Comité exécutif sont un peu provocantes ; elles sont d'ailleurs en partie contestées dans nos rangs. Mais il s'agit peut-être de la dernière tentative d'empêcher une étatisation totale de notre système de santé. Car une chose est claire : plus il y aura d'Etat dans le système de santé, plus il sera illusoire de vouloir limiter ses coûts. La discussion de ce jour est donc importante: conduisons-la de manière constructive, comme une équipe, une équipe qui gagne quand elle est unie.

L'esprit d'équipe est bon dans notre parti! Chez d'autres, on a l'impression qu'on a oublié jusqu'au sens de ces mots. Récemment un citoyen m'a écrit pour me dire que la Suisse lui rappelait de plus en plus le village gaulois d'Astérix et Obélix où tout le monde se bat dans le village alors que les Romains attaquent. Cette impression n'est pas fausse... car que voyons-nous ? Des appels à la création de commissions

d'enquêtes parlementaires tous les deux mois. Des demandes de démission des conseillers fédéraux si nombreuses qu'on ne les compte plus, la dernière en date concerne M. Leuenberger à cause de la Poste. Une dispute publique entre la FINMA et le tribunal administratif fédéral. Et enfin, le disque rayé de Christoph Blocher, qui veut abattre ceux qu'il appelle bizarrement la « classe politique » de notre pays. On voit bien une Suisse divisée et en état de faiblesse.

Nous, les Libéraux-Radicaux, nous pourrions aussi hurler avec le chœur des pleureuses. Nous pourrions attaquer la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf : si on en croit la presse, c'est elle qui a préparé les documents qui ont servi de base pour la remise des données des clients d'UBS aux USA. Nous pourrions aussi exiger une enquête parlementaire sur le chaos qui règne dans le Département du conseiller fédéral Maurer, qui a égaré la munition de 100'000 soldats. Nous pourrions aussi bien sûr exiger la tête du conseiller fédéral Leuenberger qui a perdu tout contrôle sur la Poste et les CFF !

Mais en agissant ainsi est-ce que nous servirions la Suisse ? Non! Il est irresponsable de mener des querelles permanentes plutôt que de travailler pour notre pays! Or c'est justement ce mot qui définit les esprits libéraux: la responsabilité. Nous voulons façonner la Suisse. Nous voulons assumer nos responsabilités. La responsabilité de s'engager pour que la Suisse soit encore à la pointe mondiale dans 10 ans.

Une étude toute récente de l'OCDE donne raison à notre politique. Notre pays, notre gouvernement, notre économie ont mieux résisté à la crise que pratiquement tous les autres pays. Un chiffre nous le montre bien: La dette par semaine et par habitant est en Suisse de 18 francs. En Grande-Bretagne et aux Etats-Unis on est à plus de 80 francs. Et en Irlande à 120 francs! Comme vous et moi, les Etats doivent aussi rembourser leurs dettes. Les dettes d'aujourd'hui sont donc les impôts de demain! Et les dettes d'aujourd'hui sont aussi les programmes d'économie de demain! Cela signifie : couper dans l'éducation, avoir de moins bons hôpitaux, des infrastructures vieillissantes et - hélas ! - moins d'argent dans le porte-monnaie du citoyen!

Nous, Libéraux-Radicaux, ne nous laissons pas emporter dans les querelles politiques permanentes. Nous travaillons pour le bien de notre pays : la Suisse. Nous l'avons montré à travers nos documents de stratégie sur la place financière et sur l'innovation, et nous le montrons aujourd'hui à travers notre prise de position sur la santé ! Avec notre ligne politique claire, nous montrons aux citoyens que nous voulons continuer à

assumer des responsabilités pour la Suisse, que nous pouvons les assumer et que nous les assumerons, pour le bien de notre pays!

Nous combattons les Rapetou de la nation : les socialistes. Leur slogan « OUI » est surtout un „OUI“ joyeux à plus de dépenses et de dettes! S'ils avaient pris le pouvoir en 2007, la Suisse aurait 13 milliards de dépenses en plus ! C'est exactement l'équivalent de ce que notre ministre des finances a économisé en 5 ans, grâce à un dur labeur. Cette attaque contre notre bien-être s'est heurtée à nous, Libéraux-Radicaux, tout au long de l'année 2009. Elle continuera de nous trouver sur son chemin.

Mais cela ne suffira pas ! Nous devons faire plus: remettre nos assurances sociales sur des bases saines et éviter les obstacles que la gauche dresse sur ce chemin. Les leçons de l'assurance-invalidité et de l'augmentation des cotisations sur les salaires pour l'assurance chômage sont claires: nous devons supprimer les mauvaises incitations avant que les Rapetou de gauche ne présentent une addition salée au peuple ! Nous devons nous baser sur la vraie définition de la solidarité: il faut récompenser ceux qui, par leur engagement personnel, permettent de diminuer les coûts des assurances obligatoires et du système de santé, car ils évitent des frais pour la société.

Pendant que la gauche conservatrice réclame naïvement un statu quo, des démagogues aussi narcissiques que conservateurs montent sur l'Albisgüetli pour annoncer le déclin de la Suisse. Ils prétendent pouvoir conduire la Suisse vers un meilleur avenir –pourtant ils ne savent dire que « NON » ! Leur stratégie est claire : ceux qui disent « non » soulèvent les foules. Le grand libéral et prix Nobel d'économie Friedrich von Hayek le prévoyait dans son livre La route de la servitude: c'est une loi naturelle que de voir les appels à la haine contre les étrangers ou les appels à la jalousie contre les mieux lotis permettre de soulever les foules. C'est exactement ce que fait l'UDC : 11 mois à peine après le soutien massif du peuple, la voilà qui remet déjà en cause la voie bilatérale et attise la haine contre les travailleurs étrangers – notamment allemands –. Elle porte ainsi atteinte aux intérêts de la Suisse. Nous Libéraux-Radicaux sommes donc tenus de nous engager dans ce combat, comme dans celui contre les Rapetou du PS : nous devons déjouer l'attentat des démagogues narcissiques contre le modèle Suisse.

Mais l'économie doit aussi prendre ses responsabilités, dans cette tension entre les Rapetou de la gauche et les démagogues de la droite. Je ne pense pas seulement aux

entreprises, mais aussi à leurs responsables. Trop longtemps, on les a vu se tenir éloignés de la politique, notamment les plus jeunes générations de dirigeants. Fareed Zakaria, l'éditeur du magazine Newsweek souligne ce problème aux Etats-Unis: « la nouvelle élite américaine est un groupe d'universitaires qui refusent d'assumer leurs responsabilités, dit-il. Ils veulent simplement dépenser leur argent comme des citoyens normaux. » Rudyard Kipling, prix Nobel britannique, nous prévenait déjà: « le pouvoir sans la responsabilité est le privilège des prostituées. »

Car celui qui a des privilèges est aussi tenu de montrer le bon exemple et d'assumer des responsabilités pour lui et pour les autres. Posons-nous la question : qu'attendons-nous des personnes privilégiées sur un bateau comme le Titanic – et transposons cette question sur le naufrage des banques de l'an dernier. Vous avez tous vu le film Titanic et vous avez tous vécu le sauvetage des banques l'an dernier. Dans le film, les hommes qui voyagent en première classe sont repoussés à la force des armes par des matelots, afin de sauver les femmes et les enfants. Le film montre une élite qui n'assume pas ses responsabilités.

Pourtant la réalité était toute autre : dans la première classe du Titanic, tous les enfants ont survécu et seules cinq femmes ont péri parce qu'elles voulaient rester aux côtés de leur mari. Dans la deuxième classe – également à l'aise financièrement - 80% des femmes ont survécu alors que 90% des hommes ont péri ! Le code d'honneur ou le sens de la responsabilité ont donc fonctionné.

Pourtant, lorsque je regarde, dans le monde entier, le comportement de certains banquiers ou entrepreneurs l'an dernier, j'ai une toute autre impression! Soyons clairs : en Suisse les système de rémunération des banques ont été adaptés plus vite que nulle part ailleurs, ceci notamment sous la pression de notre parti. C'est positif. Le PLR a donc pu sans mauvaise conscience être le seul parti à résister à la diabolisation des entreprises financières en 2009. Vous avez, chers délégués, voté une stratégie pour les marchés financiers qui permet de relancer ce secteur. Et nous nous opposons avec clairvoyance à des impôts illusoires sur les bonus, à un plafonnement des revenus ou à un démantèlement des banques.

Mais notre soutien a ses limites. Ces limites ont été dépassées quand les millions de bonus des banquiers de Londres ont été augmentés pour que leurs bénéficiaires puissent payer l'impôt spécial sur les bonus sans rien perdre! Le Crédit Suisse va dans une meilleure direction: il a annoncé qu'il réduisait ses bonus de 5% à travers le monde

et de 30% à Londres. Car à mes yeux une chose est claire: les actionnaires et les contribuables suisses n'ont pas à payer les excès salariaux ou les impôts spéciaux introduits sur des places financières qui nous mettent sous pression depuis des années.

C'est évidemment un exemple extrême. Mais la course au plus gros bonus que se livrent chaque année les hauts dirigeants d'une poignée de grandes entreprises entre Bâle et Zurich détruit la confiance de la population dans l'ordre économique libéral. Encore pire : on voit des bonus excessifs payés dans des entreprises qui font des pertes ou qui ne peuvent faire des bénéfices que grâce au soutien de la banque centrale qui maintient artificiellement ses taux d'intérêts au plus bas ! De telles attitudes détruisent durablement la confiance – et cette perte de confiance est très dangereuse pour notre pays, construit sur la volonté, et pour notre démocratie directe.

Sans une base de confiance, nous ne pourrons pas réformer les assurances sociales. Sans cette base de confiance nous verrons la population adopter l'initiative Minder, ce qui poussera les grandes entreprises en hors de Suisse, et avec elles un tiers de nos emplois, un tiers de nos impôts et deux-tiers de nos exportations. Le PLR a dit clairement non, il y a trois mois, à Minder mais il a aussi tiré le frein à main face aux contre-projets indirects que concoctait la commission du National et qui devenaient de plus en plus mauvais. Cela a provoqué des protestations et a conduit les autres partis et l'économie à prendre position et à se mettre sérieusement au travail, avec nous, pour rechercher des solutions. Peut-être y aura-t-il un contre-projet, mais un contre-projet, aussi bon qu'il soit, ne servira à rien si la confiance de la population dans l'économie fait défaut. Les entreprises ne doivent pas se contenter de faire connaître leur avis au Parlement comme elles le font : elles doivent surtout regagner la confiance de la population. Nombreuses sont celles qui ont balayé devant leur porte, mais ce sont celles qui ne veulent rien entendre et refusent d'agir qui sont sous les feux de la rampe. L'entier de l'économie paye les pots cassés pour ces quelques entreprises – et leurs chefs – qui ne veulent rien savoir.

Nous exigeons donc de ces responsables économiques qu'ils assument leur responsabilité vis à vis du modèle de réussite suisse.

- En premier lieu, il leur faut appliquer de manière conséquente les nouvelles réglementations de la FINMA en matière de rémunération. Les banques doivent investir dans leur capital propre, et se préparer ainsi à la prochaine crise, pas dans les bonus de leurs dirigeants !.

- En second lieu les entreprises cotées en bourse – et pas seulement les banques – doivent de leur propre chef permettre rapidement à leurs actionnaires de voter sur leur système de rémunération et sur le rapport de rémunération. Les actionnaires doivent pouvoir décider comment les gains sont répartis entre les réserves, les dividendes et les bonus.

Chers délégués,

Au début de mon intervention, je vous parlais d'Astérix et Obélix. Les Gaulois gagnent toujours contre leurs adversaires à la fin de l'histoire, grâce à leur potion magique. En Suisse aussi nous avons connu une potion magique qui nous renforçait : elle s'appelait la soupe au lait de Kappel. C'était en 1529. Elle a permis d'éviter une guerre civile entre Zurich et la Suisse centrale. En 2009 aussi, nous nous sommes trouvés à une croisée des chemins. En menant la bonne politique nous nous sortirons de cet écueil – sinon nous mettons en jeu notre avenir. La Suisse a besoin de sa potion magique. Sa recette n'est pas la démagogie mais la responsabilité. Chacun en Suisse doit assumer sa responsabilité et prendre parti –pour le PLR, nous l'espérons! – mais dans tous les cas pour la Suisse et son modèle de réussite.

Je vous remercie.